

PLAN GOUVERNEMENTAL DE CONTRIBUTION
À L'OCCUPATION ET À LA VITALITÉ
DES TERRITOIRES 2020-2022

Îles-de-la-Madeleine

Ce document a été réalisé par la Direction générale adjointe et du développement des territoires du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH).

ISBN : 978-2-550-90744-2 (PDF)

Dépôt légal – 2022

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

Tous droits réservés. La reproduction de ce document par quelque procédé que ce soit et sa traduction, même partielles, sont interdites sans l'autorisation des Publications du Québec.

© Gouvernement du Québec, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, 2022

MOT DE LA MINISTRE



Nos régions sont des moteurs importants pour le développement socioéconomique de notre Québec. C'est pourquoi notre gouvernement travaille, de concert avec les acteurs locaux, pour en favoriser le dynamisme en fonction des priorités spécifiques à chaque milieu de vie et à chaque région. D'ailleurs, ce sont ces priorités qui guident nos actions et nos interventions et qui sont au cœur de la Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2018-2022.

Puisque les défis auxquels nous faisons face évoluent et que de nouveaux se présentent à nous, les élus régionaux ont été invités à actualiser leurs priorités, en 2019, afin qu'elles demeurent en adéquation avec les besoins et les réalités sur le terrain. La Stratégie a par la suite été mise à jour pour tenir compte des changements apportés.

Aujourd'hui, je suis donc fier de vous présenter le Plan gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires. C'est un plan qui met en évidence les engagements des ministères et organismes en lien avec les priorités de développement. Il se décline en 18 documents, un pour chacune des régions du Québec auquel s'ajoute un volet pour le territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine. Ce plan démontre la volonté de notre gouvernement de poursuivre, en collaboration avec les nombreux partenaires, ses efforts afin de rendre nos régions encore plus fortes.

Andrée Laforest

Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation

Ministre responsable de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ACRONYMES ET DES SIGLES.....	7
INTRODUCTION.....	8
NOTE AU LECTEUR.....	8
LES PRIORITÉS RÉGIONALES.....	9
LES RÉPONSES DES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AUX PRIORITÉS DU TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ MARITIME DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE	10
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES.....	10
HYDRO-QUÉBEC	11
INVESTISSEMENT QUÉBEC	13
MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS.....	14
MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE	16
MINISTÈRE DE LA FAMILLE.....	17
MINISTÈRE DE LA JUSTICE	18
MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX.....	19
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE.....	20
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION	21
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION.....	23
MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES	25
MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR.....	27
MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES.....	28
MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION	30
MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION	33
MINISTÈRE DES FORÊTS, DE LA FAUNE ET DES PARCS.....	35
MINISTÈRE DES TRANSPORTS	36
MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF	38
MINISTÈRE DU TOURISME.....	40
MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE	41
SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC.....	42
SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC	43
SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC	44
PROJET DE RÉGIONALISATION DE 5 000 POSTES DU SECTEUR PUBLIC	45
CONCLUSION	45

LISTE DES ACRONYMES ET DES SIGLES

CAG	Centre d'acquisitions gouvernementales
CAR	Conférence administrative régionale
MAMH	Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
MAPAQ	Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation
MCE	Ministère du Conseil exécutif
MCN	Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
MELCC	Ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques
MEQ	Ministère de l'Éducation
MERN	Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles
MFFP	Ministère de la Forêt, de la Faune et des Parcs
MIFI	Ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration
MRC	Municipalité régionale de comté
MSSS	Ministère de la Santé et des Services sociaux
MTO	Ministère du Tourisme
OBNL	Organisme à but non lucratif
OVT	Occupation et vitalité des territoires
PAJ	Plan d'action jeunesse
PGR	Plan gouvernemental de régionalisation de 5 000 emplois de l'administration publique
PRMHH	Plans régionaux des milieux humides et hydriques
Sépaq	Société des établissements de plein air du Québec
SHQ	Société d'habitation du Québec
STQ	Société des traversiers du Québec
TCR	Table de concertation régionale
URLS	Unité régionale de loisir et de sport

INTRODUCTION

Le Plan gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2020-2022 pour le territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine regroupe les actions prévues pour donner suite aux priorités de développement figurant dans la Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2018-2022 (Stratégie).

Le présent document répond ainsi à l'objectif central de la Stratégie, qui est le suivant :

Exiger de l'administration gouvernementale qu'elle réponde aux priorités des régions et qu'elle travaille à faire avancer les dossiers prioritaires de chaque région.

Ce plan de deux ans a été conçu de façon à offrir aux intervenants du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine un outil qui permet de répertorier facilement les initiatives proposées dans les plans d'action en occupation et en vitalité des territoires (OVT) de tous les ministères et organismes en lien avec leurs priorités telles qu'elles sont inscrites dans la Stratégie.

Plus concrètement, l'information est présentée dans une fiche consacrée à chaque ministère ou organisme.

De façon générale, la première partie de la fiche présente l'offre de service de l'organisation, notamment sa mission ainsi que les programmes généraux d'intérêt pour la région qui sont en mesure de répondre à plusieurs de ses priorités. La deuxième partie de la fiche expose, le cas échéant, les réponses particulières aux priorités de la région.

Finalement, le plan gouvernemental présente brièvement le projet de régionalisation de 5 000 postes du secteur public, une importante initiative de l'État qui participe à l'atteinte des objectifs de la Stratégie.

NOTE AU LECTEUR

Les fiches des ministères et organismes constituent un résumé du contenu qui se trouve dans les plans d'action en OVT qu'ils ont élaborés et publiés.

Pour consulter les plans d'action en OVT des ministères et organismes, visitez le site Web du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation à l'adresse suivante :

<https://www.mamh.gouv.qc.ca/ovt/>

LES PRIORITÉS RÉGIONALES

Les partenaires du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine ont établi les priorités suivantes :

- Priorité 1** Renverser la tendance démographique.
- Priorité 2** Assurer des liens de transport et de communication efficaces entre l'archipel et le continent.
- Priorité 3** Consolider et diversifier l'économie.
- Priorité 4** Pratiquer une gestion durable du territoire et de ses richesses dans le respect de la culture locale et des principes de développement durable.
- Priorité 5** Créer un milieu de vie enrichissant et accueillant.

LES RÉPONSES DES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX AUX PRIORITÉS DU TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ MARITIME DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE

CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

L'offre de service

Le 20 février 2020, le Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) a été créé à la suite de l'adoption de la *Loi sur le Centre d'acquisitions gouvernementales* (RLRQ, chapitre C-7.01) par l'Assemblée nationale du Québec.

Le CAG a pour mission de fournir aux ministères et organismes publics les biens et services dont ils ont besoin dans l'exercice de leurs fonctions, et ce, dans l'objectif d'optimiser les acquisitions gouvernementales dans le respect des règles contractuelles applicables.

Dans le cadre de ses activités, le CAG a comme préoccupation première de répondre aux besoins des biens et services de l'ensemble des ministères et organismes publics, incluant ceux du réseau de la santé et des services sociaux et des réseaux de l'éducation, à un juste prix, au bon moment et dans le respect de l'encadrement éthique, légal et financier. Il assure ainsi, à la population québécoise, l'accessibilité à des produits et à des services de qualité.

Le CAG fournit des services, dans toutes les régions du Québec, à l'ensemble des organismes publics visés à l'article 4 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (RLRQ, chapitre C-65.1). La proximité avec ses clients étant une préoccupation centrale et un élément clé pour assurer une bonne définition des besoins, le CAG a des succursales régionales à différents emplacements sur le territoire québécois.

De par sa mission tournée vers les ministères et organismes publics, le CAG n'est pas interpellé directement dans les priorités régionales. Toutefois, ses efforts peuvent contribuer à la vitalité des territoires par certaines de ses actions qui les rejoignent.

Les réponses particulières aux priorités du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

Le territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine n'a pas formulé de priorité interpellant en particulier le CAG.

Autres actions contribuant à l'OVT

Le CAG prévoit toutefois certaines actions contribuant à l'OVT :

- Prendre en considération l'achat québécois dans le cadre des stratégies d'acquisitions;
- Collaborer à la mise en œuvre de la prochaine Politique gouvernementale d'achats écoresponsables du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques;
- Participer aux travaux de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec dans le cadre de la Stratégie nationale d'achat d'aliments québécois.

HYDRO-QUÉBEC

L'offre de service

Hydro-Québec fournit une alimentation électrique fiable et des services de grande qualité. Grâce à l'exploitation de la ressource hydraulique, elle contribue de manière importante à la richesse collective et joue un rôle central dans l'instauration d'une économie à faible empreinte carbone. Reconnue comme un leader de l'hydroélectricité et de grands réseaux électriques, Hydro-Québec exporte une énergie propre et renouvelable et valorise son expertise ainsi que ses innovations sur les marchés mondiaux. De plus, Hydro-Québec, en tant que société d'État, soutient sans réserve les efforts du gouvernement pour assurer l'OVT.

Les réponses particulières aux priorités du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

Priorité 3

Consolider et diversifier l'économie.

- La transition énergétique aux Îles-de-la-Madeleine passera également par la production locale d'énergie renouvelable intermittente intégrée à un microréseau électrique qui sera élaboré en fonction des attentes des Madelinots.

Priorité 4

Pratiquer une gestion durable du territoire et de ses richesses dans le respect de la culture locale et des principes de développement durable.

- Hydro-Québec s'engage à convertir progressivement l'alimentation des réseaux autonomes à des sources d'énergie plus propres et moins chères. Elle entend collaborer avec les communautés concernées à des initiatives porteuses, tout en atteignant les objectifs financiers et environnementaux qu'elle s'est fixés. Hydro-Québec prendra en compte les particularités des réseaux et les besoins de chaque communauté en vue de choisir les solutions technologiques les mieux adaptées sur les plans social, environnemental et économique, et ce, en assurant la fiabilité du réseau. Comme il est indiqué dans le Plan stratégique 2020-2024, les centrales cibles sont celles des Îles-de-la-Madeleine et de l'Île-d'Entrée.

Par ailleurs, même s'il ne s'agit pas d'une priorité régionale, Hydro-Québec tient à inclure cette mesure dans son plan d'action en matière d'occupation et de vitalité des territoires :

- L'entreprise contribue à l'offre touristique régionale en mettant en valeur son patrimoine bâti et technologique dans diverses régions du Québec et en offrant gratuitement des visites de certaines de ses installations. L'intégration des installations dans leur milieu d'insertion est l'un des volets mis en lumière durant les visites.

Autres actions contribuant à l'OVT

Hydro-Québec présente également trois mesures qui s'appliquent à l'ensemble des régions du Québec :

- Poursuivre les efforts dans le domaine de l'électrification des transports : l'objectif d'Hydro-Québec est de favoriser l'augmentation du nombre de véhicules électriques en offrant aux utilisateurs un réseau couvrant l'ensemble des régions du Québec et un service de qualité. Hydro-Québec installera 2 500 bornes rapides et 4 500 bornes standards d'ici 2030;
- Appuyer la filière de la culture en serre du Québec : le tarif pour l'éclairage de photosynthèse s'appliquera désormais au chauffage des espaces destinés à la culture des végétaux et sera offert à tous les producteurs dont la puissance maximale appelée a excédé 50 mégawatts au cours des 12 derniers mois;
- Mettre en œuvre un programme d'information portant sur l'intégration des installations d'Hydro-Québec dans le territoire et sur l'arrimage des planifications : Hydro-Québec s'est engagée à offrir, d'ici 2021, une formation sur ses activités et l'aménagement du territoire aux aménagistes des MRC ainsi que des villes et des agglomérations exerçant certaines des compétences d'une MRC.

INVESTISSEMENT QUÉBEC

L'offre de service

La société Investissement Québec a pour mission de participer activement au développement économique du Québec. Elle vise à stimuler l'innovation dans les entreprises, l'entrepreneuriat et le repreneuriat ainsi que la croissance de l'investissement et des exportations et à promouvoir notamment les emplois à haute valeur ajoutée dans toutes les régions du Québec.

Pour accomplir sa mission de développement économique, Investissement Québec réalise des activités qu'elle finance à même ses fonds propres, et d'autres qu'elle réalise à titre de mandataire du gouvernement du Québec. Parmi ces activités de mandataire du gouvernement se trouvent notamment l'administration de mesures fiscales ainsi que la gestion du Fonds du développement économique, du fonds Capital ressources naturelles et énergie et du Fonds pour la croissance des entreprises québécoises.

En 2019, le gouvernement du Québec a annoncé la transformation du modèle d'affaires d'Investissement Québec afin d'en faire son principal levier d'action sur le terrain en matière de développement économique.

Active dans toutes les régions administratives du Québec, la société offre dorénavant davantage de solutions pour accompagner et financer les entreprises de toutes tailles et à tous les stades de développement. Avec l'intégration des équipes du Centre de recherche industrielle du Québec, d'Export Québec et de certaines ressources du réseau régional du ministère de l'Économie et de l'Innovation, la société offre des solutions composées de services-conseils, d'accompagnement, notamment technologique et à l'exportation, et propose des solutions financières adaptées.

En collaboration avec ses partenaires, la société assure également la conduite de la prospection d'investissements et de talents étrangers au Québec.

Les réponses particulières aux priorités du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

Priorité 1

Renverser la tendance démographique.

Priorité 3

Consolider et diversifier l'économie.

Pour répondre à ces priorités, Investissement Québec entend :

- soutenir les entreprises en régions;
- améliorer la disponibilité des talents au Québec;
- stimuler la création d'entreprises.

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DES COMMUNICATIONS

L'offre de service

Le ministère de la Culture et des Communications peut compter sur 8 directions régionales déployées dans 13 points de service au Québec pour remplir sa mission et adapter ses interventions aux réalités locales et régionales. Ces directions sont en lien direct avec les organismes et les intervenants du territoire pour concrétiser les engagements stratégiques du Ministère, tant sur le plan de la coordination de ses programmes que du point de vue de la planification et de la concertation. Faire valoir l'importance de la culture comme vecteur essentiel du développement régional constitue la base de leur action, comme en témoignent notamment le nombre record de 184 ententes de développement culturel reconduites et conclues en 2020-2021. Outre ces ententes, la mise en place d'un réseau d'infrastructures culturelles dans des sites et des immeubles à caractère patrimonial à travers le Québec, que l'on appellera les Espaces bleus, viendra aussi contribuer à la vitalité et à l'attractivité des régions. Chaque Espace bleu sera unique et incarnera l'histoire des héros et des bâtisseurs de sa région respective rendant ainsi hommage à ce qui fait la fierté des Québécois.

En plus de coordonner son action par l'entremise de ses directions régionales, le Ministère agit en collaboration avec les 10 sociétés d'État, qui relèvent de la ministre de la Culture et des Communications. Ces sociétés d'État exercent des fonctions clés en matière d'aide financière, de formation, de diffusion et de conservation dans le domaine de la culture et des communications. Dans le cadre de leurs missions respectives, elles offrent des activités et des services culturels, tout en accordant une grande importance à leur accessibilité dans toutes les régions.

Le Ministère soutient également le développement des cultures et la préservation des langues autochtones par l'intermédiaire de différentes mesures d'accompagnement. Cette intervention appuie essentiellement le renforcement des cultures autochtones pour les communautés et la population des Premières Nations.

Finalement, afin de contribuer à l'accessibilité, au développement et au rayonnement de la culture, le Ministère soutient financièrement divers organismes et les accompagne dans la réalisation de leurs projets par l'intermédiaire de différents programmes d'aide. Parmi ces outils, notons les ententes de développement culturel. Par ailleurs, le Ministère intervient dans certains créneaux tels l'aménagement culturel du territoire, le patrimoine culturel, la combinaison culture-éducation, les bibliothèques, le volet numérique, les médias communautaires ainsi que la promotion et la diffusion des œuvres culturelles québécoises.

Les réponses particulières aux priorités du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

Priorité 1

Renverser la tendance démographique.

- Accompagner les partenaires et la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine dans la réalisation de projets culturels contribuant à l'attraction et à la rétention démographiques.

Priorité 4

Pratiquer une gestion durable du territoire et de ses richesses dans le respect de la culture locale et des principes de développement durable.

- Soutenir la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine dans la mise en valeur et la gestion de ses paysages;
- Soutenir la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine dans des projets de sensibilisation au patrimoine et de sauvegarde de celui-ci;
- Amorcer, en collaboration avec la Municipalité des Îles-de-la-Madeleine, le développement et l'implantation d'outils de planification archéologique dans le but de favoriser l'appropriation, la connaissance et la protection des sites archéologiques.

Priorité 5

Créer un milieu de vie enrichissant et accueillant.

- Soutenir les initiatives visant à bonifier et à rendre accessible l'offre culturelle à l'aide de projets en loisir culturel, d'activités dans les bibliothèques, etc.;
- Déterminer et soutenir des projets permettant de préserver et de mettre en valeur le patrimoine;
- Accompagner le milieu dans la valorisation des composantes culturelles locales dans le but de renforcer la vitalité du territoire.

MINISTÈRE DE LA CYBERSÉCURITÉ ET DU NUMÉRIQUE

L'offre de service

Le ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN) a pour mission de diriger et de coordonner les actions de l'État dans les domaines de la cybersécurité et du numérique, de proposer au gouvernement les grandes orientations en ces domaines, de déterminer les secteurs d'activités où il entend agir en priorité et de conseiller le gouvernement et les organismes publics. Il propose également au gouvernement des mesures en vue d'accroître l'efficacité de la lutte contre les cyberattaques et les cybermenaces au Québec.

Le MCN fournit aux organismes publics des services en infrastructures technologiques et en systèmes de soutien communs permettant notamment de soutenir de tels organismes dans l'exercice de leurs fonctions et dans leur prestation de services afin de favoriser leur transformation numérique.

Le MCN concentre et développe une expertise interne en infrastructures technologiques communes. Il contribue à rehausser la sécurité de l'information numérique au sein des organismes publics et la disponibilité des services aux citoyens et aux entreprises par l'utilisation accrue, au sein de tels organismes, d'infrastructures technologiques partagées sécuritaires et performantes.

Le MCN fournit des services dans toutes les régions du Québec :

- aux ministères et organismes assujettis à la *Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement* (RLRQ, chapitre G-1.03);
- aux personnes et aux entités désignées par le ministre de la Cybersécurité et du Numérique.

Le MCN est depuis le 1^{er} janvier 2022 porteur des actions identifiées au Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 produit par Infrastructure technologique Québec.

Les réponses particulières aux priorités du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

Le territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine n'a pas formulé de priorité interpellant en particulier le MCN.

Autres actions contribuant à l'OVT

Au regard des priorités établies par les régions en adéquation avec la Stratégie, le principal objectif du plan d'action du MCN est le maintien de l'accessibilité de ses services dans les régions, notamment dans les domaines des ressources humaines et informationnelles.

Pour atteindre cet objectif, il compte sur :

- la disponibilité en région du service de dotation des postes offerts au gouvernement du Québec par l'entremise de son système de dotation en ligne;
- l'organisation des séances d'examen dans les diverses régions administratives;
- la tenue d'événements promotionnels pour pourvoir les emplois de la fonction publique offerts en région;
- la coordination, le soutien et la promotion du Programme de développement de l'employabilité à l'intention des personnes handicapées au sein des ministères et organismes présents en région;
- le maintien et l'évolution des centres spécialisés en ressources informationnelles;
- la dotation en personnel dans les deux centres régionaux spécialisés en ressources informationnelles.

MINISTÈRE DE LA FAMILLE

L'offre de service

Par sa mission, le Ministère contribue à la vitalité et au développement du Québec en favorisant l'épanouissement des familles et le développement du plein potentiel des enfants. À cette fin, il :

- assure la cohérence de l'action gouvernementale touchant les familles et les enfants;
- élabore et met en œuvre des politiques, des programmes et des mesures qui répondent aux besoins des familles et des enfants, tout en tenant compte de la diversité des réalités familiales et des milieux de vie dans lesquels ils évoluent;
- favorise l'accessibilité et la qualité des services de garde éducatifs à l'enfance;
- coordonne la lutte contre l'intimidation, sous toutes ses formes, à tous les âges, dans le monde réel et virtuel.

Présent sur le terrain grâce à ses directions régionales des services à la clientèle, le Ministère dispose de différents leviers, notamment des programmes et des mesures pour soutenir des actions structurantes, axées sur le développement des enfants et adaptées aux réalités familiales, notamment dans une perspective de conciliation famille-travail-études, et ce, afin de répondre aux besoins et aux priorités des différents territoires et des communautés qui les occupent.

Le Ministère peut également compter sur la collaboration de nombreux partenaires nationaux, régionaux et locaux pour mener à bien sa mission et prendre en considération les différences régionales dans sa prestation de services.

Les réponses particulières aux priorités du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

Priorité 5

Créer un milieu de vie enrichissant et accueillant.

- Favoriser l'augmentation du nombre de places subventionnées en services de garde éducatifs à l'enfance de qualité par le déploiement du Plan d'accélération de l'accessibilité aux places en services de garde éducatifs à l'enfance, notamment dans les territoires en déficit de places;
- Participer aux travaux des instances de concertation régionales, notamment aux travaux de la Table intersectorielle régionale en saines habitudes de vie;
- Soutenir la création de milieux de vie et d'environnements favorables aux familles par le biais de programmes ou de mesures visant le développement des enfants et le bien-être des familles;
- Agir tôt et de manière concertée, notamment pour favoriser la réussite éducative.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

L'offre de service

Le ministère de la Justice a pour mission de favoriser la confiance des citoyennes et citoyens en la justice et le respect de la primauté du droit ainsi que des droits individuels et collectifs par le maintien, au Québec, d'un système de justice qui soit accessible et intègre. Il exerce ainsi un leadership de premier plan dans la transformation de la justice, en vue de la rendre plus accessible et performante.

Pour relever les nombreux défis en matière d'accès à la justice, le Ministère compte notamment rassembler ses partenaires et favoriser leur participation et leur engagement en vue d'opérer un nécessaire changement de culture juridique. De cette façon, il vise à ce que la justice ne soit plus uniquement associée à l'utilisation traditionnelle des tribunaux pour régler des différends.

De plus, le Ministère veut assurer à la population une meilleure accessibilité à la justice et à ses institutions, en étant plus efficace et en diminuant ses frais de fonctionnement. Pour y parvenir, il veut miser sur de nouvelles façons de faire, notamment en utilisant tout le potentiel des technologies.

Par ailleurs, à titre de responsable de la lutte contre l'homophobie, le ministère de la Justice doit soutenir le développement et la cohérence des actions gouvernementales en matière de lutte contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre.

Le ministre de la Justice est également responsable du dossier de la Langue française. À ce titre, le Ministère déploie des efforts pour renforcer l'exemplarité des pratiques linguistiques de l'État et pour favoriser l'exercice par les citoyennes et citoyens des droits linguistiques que leur confère la Charte de la langue française.

Le Ministère est doté d'un réseau comptant près d'une centaine de palais de justice et de points de service répartis sur l'ensemble du territoire québécois, y compris une trentaine de points de service itinérants. Il a pour principal mandat de soutenir l'activité judiciaire auprès des tribunaux qui forment l'appareil judiciaire du Québec (Cour d'appel, Cour supérieure et Cour du Québec).

En matière d'occupation et de vitalité des territoires, les actions du Ministère s'articulent autour des deux axes suivants : l'offre des services de proximité et l'adaptation des services aux clientèles régionales.

Les réponses particulières aux priorités du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

Priorité 5

Créer un milieu de vie enrichissant et accueillant.

- Favoriser l'utilisation de la visioconférence dans le cadre de l'activité judiciaire avec les établissements de détention.

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

L'offre de service

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a pour mission de maintenir, d'améliorer et de restaurer la santé et le bien-être de la population québécoise en rendant accessibles un ensemble de services de santé et de services sociaux, intégrés et de qualité, ce qui lui permet de contribuer au développement social et économique du Québec.

En fonction de sa mission, le MSSS a comme rôle premier de voir au bon fonctionnement du système de santé et de services sociaux du Québec. Dans une perspective d'amélioration de la santé et du bien-être de la population, le MSSS :

- détermine les priorités, les objectifs et les orientations dans le domaine de la santé et des services sociaux et veille à leur application;
- exerce les fonctions nationales liées à la santé publique;
- assure la coordination interrégionale des services;
- s'assure du fonctionnement des mécanismes de coordination des services entre les établissements;
- répartit équitablement les ressources financières, humaines et matérielles et voit au contrôle de leur utilisation;
- évalue les résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés;
- propose à l'État et aux autres acteurs sociaux des priorités d'intervention pour agir positivement sur les conditions qui favorisent la santé et le bien-être de la population.

En raison de sa mission, il est tenu de veiller à ce que les services de santé soient adaptés aux besoins des communautés et aux différentes réalités territoriales. Entre autres choses, le MSSS doit exercer les fonctions nationales en matière de santé publique, assurer la coordination interrégionale des services, s'assurer que les mécanismes de coordination des services entre les établissements de santé et de services sociaux sont fonctionnels, répartir équitablement les ressources financières, humaines et matérielles entre les régions et voir au contrôle de leur utilisation.

Les réponses particulières aux priorités du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

Priorité 5

Créer un milieu de vie enrichissant et accueillant.

- Soutenir la direction régionale de santé publique dans ses collaborations relatives à des politiques ou à des initiatives de partenaires régionaux et locaux qui favorisent le développement de communautés saines et sécuritaires, notamment en matière de conditions de vie équitables, de développement global des enfants et des jeunes, de vieillissement en santé et de cohésion sociale;
- Poursuivre le Programme de soutien à la démarche Municipalité amie des aînés.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

L'offre de service

Le ministère de la Sécurité publique exerce un rôle déterminant dans la mise en place de règles et de structures favorisant l'amélioration de la sécurité au sein des différentes régions du Québec. À cette fin, il collabore avec plusieurs partenaires, dont les municipalités, leurs organisations policières et leurs services de sécurité incendie, ainsi qu'avec de nombreux organismes communautaires pour voir à la sécurité des individus, de leurs biens et de leur milieu de vie.

En matière d'**affaires policières**, la Sûreté du Québec assure le service d'un corps policier municipal. Le Ministère investit par ailleurs activement dans plusieurs programmes visant à prévenir et à combattre le crime, lesquels sont offerts à toutes les municipalités. Parmi ces derniers, notons le Programme de soutien aux municipalités en matière de prévention de la criminalité, le programme de financement Prévention jeunesse et le Programme de prévention et d'intervention en matière d'exploitation sexuelle des jeunes.

En matière de **sécurité civile et de sécurité incendie**, les municipalités se sont vu confier la responsabilité d'assurer la sécurité sur leur territoire. Toutefois, le Ministère encadre leurs actions et précise leurs obligations par l'entremise de la *Loi sur la sécurité civile* (RLRQ, chapitre S-2.3), de la *Loi sur la sécurité incendie* (RLRQ, chapitre S-3.4) et des règlements qui en découlent. Le Ministère, avec sa direction régionale de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine, se fait également partenaire des municipalités en matière de prévention, de préparation, d'intervention et de rétablissement afin de réduire les risques de sinistres et d'accroître la résilience de la population face à certains événements pouvant compromettre la sécurité des personnes et causer des dommages aux infrastructures essentielles. Il vient par ailleurs soutenir les municipalités lorsque des événements causent des dommages importants. Le Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes est également un partenaire auprès des communautés riveraines de la région.

Les réponses particulières aux priorités du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

Priorité 4

Pratiquer une gestion durable du territoire et de ses richesses dans le respect de la culture locale et des principes de développement durable.

- Poursuivre les embauches prévues et l'aménagement du bureau permanent liés à la mise en place du Centre d'expertise en gestion des risques d'incidents maritimes;
- Apporter un soutien technique et financier aux municipalités côtières pour la concrétisation de travaux d'atténuation des risques de sinistres ou de prévention sur leur territoire afin de contrer les effets de l'érosion côtière.

Priorité 5

Créer un milieu de vie enrichissant et accueillant.

- Soutenir les MRC et les municipalités dans la mise en place d'actions préventives adaptées à leurs réalités ainsi qu'aux problèmes de criminalité et de sécurité qui les préoccupent, notamment à l'aide du Programme de soutien aux municipalités.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES ET DE L'ALIMENTATION

L'offre de service

Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) a pour mission de « favoriser une offre alimentaire de qualité et appuyer le développement d'un secteur bioalimentaire prospère et durable contribuant à la vitalité des territoires et à la santé de la population ». Par sa mission, il vise à appuyer le caractère multifonctionnel du secteur bioalimentaire au profit des Québécoises et des Québécois.

La synergie entre les acteurs du milieu municipal et ceux du secteur bioalimentaire facilite l'établissement d'une vision commune et la conciliation des objectifs de chacun à l'égard du développement du secteur. Cette collaboration permet surtout de déterminer et de mettre en œuvre conjointement des actions concrètes pour mettre en valeur les potentiels des territoires et accélérer les projets qui contribuent à l'autonomie alimentaire, à travers ses quatre grands piliers que sont : favoriser l'achat local, accroître l'offre québécoise, renforcer la chaîne d'approvisionnement et accélérer le virage écologique.

L'appui à la promotion et à l'identification des Aliments du Québec, la Stratégie de croissance des serres, la Stratégie nationale d'achat d'aliments québécois : pour une alimentation locale dans les institutions publiques et le Plan d'agriculture durable 2020-2030 sont quelques mesures phares mises en place par le gouvernement en 2020 pour soutenir l'accroissement de l'autonomie alimentaire et la relance économique de l'ensemble des régions du Québec. Que ce soit dans le cadre de son plan stratégique 2019-2023 ou de la Politique bioalimentaire 2018-2025 - Alimenter notre monde, le MAPAQ met de l'avant l'importance de la vitalité des territoires, de la mobilisation et de l'implication des acteurs du milieu dans le développement du secteur bioalimentaire et de la prise en compte des priorités régionales.

Le MAPAQ soutient également l'élaboration de plans de développement de la zone agricole par les MRC afin qu'elles déterminent les possibilités de développement des activités agricoles et bioalimentaires sur leur territoire. Le MAPAQ a aussi déployé le soutien aux plans de développement de communautés nourricières. Il favorise également la concertation des acteurs du secteur bioalimentaire à l'échelle régionale, ce qui se traduit, par exemple, par un appui aux tables de concertation bioalimentaire régionale, par la participation du MAPAQ aux ententes sectorielles de développement du secteur ou encore par un soutien à l'élaboration et la mise en œuvre de planification stratégique régionale.

L'offre de service ministérielle dans la région de la Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine se distingue en outre par :

- son accompagnement pour l'élaboration et la mise en œuvre d'ententes sectorielles pour le développement du secteur agricole et agroalimentaire;
- ses mesures visant à soutenir l'établissement de la relève, notamment dans le secteur des pêches commerciales;
- sa contribution à la création d'un environnement propice au développement des entreprises en mettant à profit les atouts découlant de la situation géographique particulière de l'archipel des Îles-de-la-Madeleine;
- son soutien au maintien du service d'abattage aux Îles-de-la-Madeleine.

Les réponses particulières aux priorités du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

Priorité 3

Consolider et diversifier l'économie.

- Accompagner les pêcheurs, jeunes et moins jeunes, à s'établir dans le secteur des pêches;
- Collaborer avec le milieu en soutenant la promotion et la commercialisation des produits bioalimentaires, dont ceux issus des pêches et de l'aquaculture aux Îles-de-la-Madeleine;
- Collaborer avec le milieu par le soutien à la concertation du secteur des pêches et de l'aquaculture des Îles-de-la-Madeleine;
- Mettre en œuvre l'entente fédérale-provinciale pour le soutien au secteur des poissons et des fruits de mer;
- Moduler les interventions afin de tenir compte des enjeux et des contraintes structurelles liés au caractère insulaire de l'agglomération des Îles-de-la-Madeleine;
- Accompagner le secteur afin de mettre en place les conditions favorables pour le développement de l'industrie du phoque;
- Collaboration et soutien aux démarches pour la mise à niveau et l'agrandissement des installations d'abattage et de transformation des viandes;
- Collaboration à l'élaboration et à la mise en œuvre d'une entente sectorielle en soutien à la concertation du secteur agroalimentaire et à la réalisation de projets de développement agroalimentaire;
- Collaboration au projet Terrafoin aux Îles-de-la-Madeleine.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

L'offre de service

La mission du ministère de l'Éducation (MEQ) est d'offrir, sur tout le territoire québécois, des milieux de vie propices à la réussite éducative ainsi qu'à la pratique régulière d'activités physiques ou de plein air, de loisirs et de sports, soit des milieux inclusifs et sains qui correspondent aux besoins des personnes et à leur condition.

Avec plus de 2 700 écoles, centres d'éducation des adultes et centres de formation professionnelle dans le réseau public, le système d'éducation québécois est bien implanté sur l'ensemble du territoire. Au regard des enjeux de démographie, de mobilité de la population et de proximité des services, des besoins croissants de main-d'œuvre et de l'omniprésence des technologies numériques, il importe de continuer à mettre l'accent sur l'importance de l'éducation et des infrastructures qui la soutiennent.

En ce qui a trait à l'occupation et à la vitalité des territoires sur le plan de l'éducation, le MEQ agit en continu par ses divers programmes et stratégies, par exemple la Politique de la réussite éducative, la Stratégie 0 à 8 ans - Tout pour nos enfants et le Plan d'action numérique en éducation et en enseignement supérieur. Le MEQ soutient financièrement la grande majorité de ses partenaires, les principaux étant les centres de services scolaires ou les commissions scolaires et leurs établissements. Le Ministère encourage également les acteurs du domaine de la réussite éducative et de la concertation interordres. Dans chaque région administrative, un soutien financier est accordé aux instances régionales de concertation incluses dans le Réseau québécois pour la réussite éducative et à certaines tables régionales interordres en éducation.

Par ailleurs, en ce qui concerne le loisir et le sport, la Politique de l'activité physique, du sport et du loisir, *Au Québec, on bouge!*, représente l'outil principal qu'il utilise pour favoriser l'augmentation de la pratique régulière d'activités physiques, récréatives et sportives chez tous les citoyennes et les citoyens du Québec. De plus, dans l'ensemble des régions, le Ministère soutient financièrement les unités régionales de loisir et de sport (URLS), qui visent le développement et l'harmonisation des interventions en matière de loisir et de sport, tout en travaillant avec l'ensemble des acteurs locaux et régionaux (établissements scolaires, municipalités, etc.). Enfin, le MEQ est responsable de plusieurs fonds visant l'implantation, la rénovation et le maintien d'infrastructures de loisir et de sport au Québec.

Les réponses particulières aux priorités du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

Priorité 5

Créer un milieu de vie enrichissant et accueillant.

- Le MEQ soutient financièrement les unités régionales de loisir et de sport (URLS), dont l'Unité régionale de loisir et de sport de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Les URLS agissent comme d'importants prestataires de services régionaux dans les domaines de l'activité physique ou de plein air, du loisir et du sport, et ce, en fonction des besoins, des ressources et du paysage organisationnel de la région.

De plus, le MEQ soutient notamment les organismes municipaux, les organismes scolaires et les OBNL. Ces organismes peuvent obtenir une aide financière dans le cadre d'un des programmes sous la responsabilité du Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique.

Le MEQ appuie aussi financièrement les organismes scolaires pour assurer des services éducatifs adaptés à la situation des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, et ce, par des mesures financières qui favorisent le cheminement scolaire sur les plans de l'instruction, de la

socialisation et de la qualification. Les centres de services scolaires peuvent présenter des projets en partenariat pour soutenir des initiatives locales liées au développement pédagogique et à l'organisation des services, de façon à répondre aux besoins de ces élèves ou à prendre en considération les jeunes ayant des besoins particuliers

Par ailleurs, les centres de services scolaires et les établissements d'enseignement jouent un rôle majeur en région pour favoriser la persévérance scolaire et la réussite éducative. Le MEQ les soutient en allouant des sommes déterminées aux écoles situées en milieu défavorisé. Ces sommes sont calculées à partir de l'effectif scolaire et pondérées selon l'indice de milieu socioéconomique de l'école. Les organismes d'action communautaire autonomes seront également soutenus par le Programme d'action communautaire sur le terrain de l'éducation.

Les organismes financés œuvrent auprès de populations jeunes et adultes en offrant notamment des activités relatives à l'alphabétisation et à la persévérance scolaire (lutte contre le décrochage et augmentation du raccrochage).

Enfin, pour assurer le maintien d'une offre de formation diversifiée et répondre aux besoins du marché du travail, les centres de services scolaires ont accès à un soutien financier leur permettant d'accueillir, dans un programme d'études, une première cohorte dont le nombre d'élèves est moindre que celui prévu par les normes de financement considérées pour l'allocation de base. Il s'agit d'une compensation pour le manque à gagner découlant du faible nombre d'inscriptions.

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

L'offre de service

Le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) joue un rôle important dans la mise en valeur des ressources naturelles, particulièrement des ressources minérales et énergétiques, en plus d'agir en tant que gestionnaire du territoire public (92 % du territoire québécois). Il travaille notamment au maintien d'approvisionnements énergétiques fiables sur l'ensemble du territoire, s'assure que le développement minier est respectueux des communautés locales et autochtones et veille à ce que les terres du domaine de l'État bénéficient à l'ensemble de la collectivité.

Le MERN mène plusieurs grands dossiers qui contribuent à l'atteinte de priorités transversales en OVT. Le MERN intervient notamment dans les initiatives suivantes :

- La Vision stratégique du développement minier 2016-2021 : rendue publique, en mars 2016, cette vision propose des pistes d'action pour permettre à l'activité minière de prendre un nouvel essor et pour consolider la place du Québec parmi les chefs de file du développement minier responsable;
- Le Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025 : ce plan a été rendu public le 29 octobre 2020. Le MERN sera porteur de cette stratégie gouvernementale dont plusieurs mesures seront sous la responsabilité d'autres ministères et organismes tels que le ministère de l'Économie et de l'Innovation;
- L'acquisition de connaissances géoscientifiques : l'acquisition de connaissances se poursuit pour évaluer adéquatement tout le potentiel minier de la province et ainsi répertorier les secteurs propices à l'exploration, de manière à soutenir la découverte de nouveaux gisements;
- La gestion responsable des ressources pétrolières et gazières : dans l'intérêt des consommateurs québécois, le MERN veille au maintien, au développement et à l'utilisation optimale des infrastructures d'approvisionnement, de transport, de stockage, de transformation (raffinage) et de distribution d'hydrocarbures et de biocombustibles;
- Le projet de bureau de coordination des droits : le MERN copréside avec le MELCC les travaux sur la création du Bureau de coordination des droits. Ce projet vise à assurer une réduction des délais administratifs dans l'attribution des droits (permis et autorisations), sans toutefois faire de compromis en matière d'exigences réglementaires et d'exécution de l'obligation constitutionnelle de consulter et d'accommoder, s'il y a lieu, les communautés autochtones;
- La mise en valeur des terres du domaine de l'État : dans le souci de soutenir le développement régional, le Ministère a mis en œuvre des programmes de délégation de gestion qui permettent aux MRC de gérer certains droits sur les terres du domaine de l'État. Grâce à ces programmes, elles bénéficient entre autres de revenus supplémentaires;
- La Politique énergétique 2030 : en 2016, le gouvernement a publié sa politique énergétique à l'horizon 2030 L'énergie des Québécois – Source de croissance. Elle vise notamment à privilégier une économie faible en carbone et à mettre en valeur de façon optimale nos ressources énergétiques. Cette source de croissance trouve principalement son origine dans la transition énergétique du Québec;
- Le Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec vise à soutenir les projets d'efficacité énergétique et de remplacement des produits pétroliers partout au Québec. Cette transition énergétique profite au développement régional. Chaque région dispose de ressources et d'avantages particuliers lui permettant de se développer et de contribuer à la future économie post-pétrolière. Le plan directeur prévoit des mesures particulières en ce sens, pour venir notamment en aide aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux municipalités;

- L'encadrement des nouveaux approvisionnements énergétiques de long terme dirigés vers une source d'énergie renouvelable particulière tel l'éolien;
- Le soutien à la transition énergétique du Québec : en plus d'assurer le suivi des projets d'énergies renouvelables régionaux, le MERN poursuivra au cours des années 2020 à 2022 ses efforts pour appuyer la transition énergétique des régions du Québec;
- Les orientations en matière d'acceptabilité sociale : pour soutenir la concrétisation de projets bien accueillis par le milieu, le MERN a adopté, en 2016, des orientations en matière d'acceptabilité sociale;
- Les relations avec les communautés autochtones : le MERN entend favoriser la prise en compte des préoccupations et attentes des communautés autochtones dans ses initiatives de mise en valeur des ressources énergétiques et du territoire public.

Les réponses particulières aux priorités du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

Priorité 4

Pratiquer une gestion durable du territoire et de ses richesses dans le respect de la culture locale et des principes de développement durable.

- Accompagner la communauté dans le processus de création d'un parc régional aux Îles-de-la-Madeleine.

MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'offre de service

La mission du ministère de l'Enseignement supérieur est d'offrir au plus grand nombre de personnes des parcours de formation accessibles, flexibles et adaptés à leurs besoins, qui leur permettront d'acquérir les connaissances et les compétences utiles à leur réussite personnelle et professionnelle et de participer activement au développement économique, social et culturel du Québec.

Avec 48 cégeps, 22 collèges privés subventionnés, 49 collèges privés non subventionnés et 18 universités, les réseaux de l'enseignement supérieur sont implantés de manière durable sur l'ensemble du territoire québécois. Le Ministère participe activement à la mise en œuvre des priorités régionales par son soutien à la mission régionale des établissements, dans le respect de leur autonomie et de leurs caractéristiques. Pour ce faire, il développe et appuie financièrement une série de mesures structurantes pour l'ensemble des régions et du territoire québécois.

Les réponses particulières aux priorités du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

Priorité 1

Renverser la tendance démographique.

- Soutenir les efforts de recrutement, d'accueil et d'intégration des étudiantes et des étudiants internationaux dans les établissements d'enseignement supérieur de la région;
- Soutenir l'intégration professionnelle des personnes immigrantes formées à l'étranger;
- Favoriser la mobilité étudiante interrégionale vers le Centre d'études collégiales des Îles-de-la-Madeleine;
- Promouvoir les études supérieures dans la région des Îles-de-la-Madeleine par l'entremise du Pôle régional de l'Est-du-Québec en enseignement supérieur.

Priorité 3

Consolider et diversifier l'économie.

- Consolider l'offre de formation collégiale aux Îles-de-la-Madeleine;
- Soutenir le développement d'une offre de formation de niveaux collégial et universitaire répondant aux besoins régionaux du marché du travail;
- Soutenir le développement et la mise en œuvre de programmes favorisant l'apprentissage en milieu de travail.

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

L'offre de service

Le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques a pour mission de contribuer au développement durable du Québec en jouant un rôle clé dans la lutte contre les changements climatiques, la protection de l'environnement et la conservation de la biodiversité au bénéfice des citoyens.

C'est dans ce contexte où le Ministère travaille à accroître sa performance organisationnelle et ses mesures d'accompagnement, tout en améliorant la surveillance nécessaire au respect de la législation environnementale, que se déploie son offre de service. Celle-ci se résume pour les régions principalement à :

- délivrer des autorisations environnementales et des déclarations de conformité;
- délivrer des autorisations, des approbations et traiter des dossiers de déclaration en vertu de la *Loi sur la sécurité des barrages* (RLRQ, chapitre S-3.1.01);
- accompagner tout demandeur (citoyen, promoteur, municipalité, intervenant gouvernemental) lui soumettant un projet en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, chapitre Q-2) et de la *Loi sur la sécurité des barrages*;
- effectuer, dans le cadre de programmes de contrôle ou à la suite de plaintes à caractère environnemental, des inspections sur le terrain et d'autres vérifications pour garantir la conformité environnementale des activités (environ 3 000 plaintes traitées annuellement);
- entreprendre, le cas échéant, les démarches nécessaires pour que les mesures appropriées (avis de non-conformité, sanction administrative pécuniaire, sanction pénale, ordonnance ministérielle ou de la cour, révocation ou suspension de l'autorisation environnementale) soient prises afin de mettre aux normes les activités;
- procéder à des enquêtes pénales pour établir la preuve qu'une contravention aux lois ou aux règlements environnementaux a été commise;
- offrir un service d'intervention disponible en tout temps partout au Québec en cas d'urgence environnementale par l'entremise d'Urgence-Environnement : le Ministère intervient sur le terrain environ 500 fois par année pour les urgences découlant d'accidents pouvant toucher l'environnement pour s'assurer que toutes les mesures adéquates sont prises pour limiter ou réparer le dommage à l'environnement;
- effectuer des analyses environnementales telles que le suivi de l'état de santé de l'écosystème aquatique et de la qualité de l'eau de surface dans les régions agricoles pour mesurer l'impact des activités agricoles et des politiques environnementales en place;
- octroyer et administrer les droits d'occupation sur le domaine hydrique de l'État et assurer l'intégrité foncière de ce dernier;
- offrir aux régions une expertise environnementale par des avis d'expertise professionnelle et technique et rendre disponibles de l'information et de la documentation concernant l'environnement, les changements climatiques et le développement durable dans le contexte de sa mission;
- favoriser la concertation des parties pour trouver des solutions à des problématiques touchant l'environnement et la lutte contre les changements climatiques, notamment par la participation aux comités multipartites.

Les réponses particulières aux priorités du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

Priorité 4

Pratiquer une gestion durable du territoire et de ses richesses dans le respect de la culture locale et des principes de développement durable.

- D'ici 2022, la direction régionale du Ministère s'engage à poursuivre la mise en œuvre des résultats du projet de recherche-action sur l'érosion côtière de l'UQAR en participant aux travaux de la Commission permanente sur l'érosion des berges regroupant des intervenants locaux;
- Le Ministère s'engage d'ici 2022 à renouveler l'offre de programmes destinée aux gouvernements locaux et supralocaux permettant la mise en œuvre de solutions pour lutter contre les changements climatiques dans leurs collectivités;
- Le Ministère s'engage à poursuivre les démarches avec Parcs Canada et ses partenaires dans le but d'établir les possibilités et les contraintes pour la création d'une aire marine protégée aux Îles-de-la-Madeleine d'ici 2022 par sa participation au sein du comité de concertation;
- Le Ministère s'engage à poursuivre les travaux afin de répondre aux besoins de la collectivité en lien avec la gestion de la réserve écologique de l'Île-Brion en collaboration avec la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine.

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION, DE LA FRANCISATION ET DE L'INTÉGRATION

L'offre de service

Le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration (MIFI) a pour mission de sélectionner les personnes immigrantes qui répondent aux besoins du Québec et de favoriser leur francisation, leur intégration et ainsi, leur contribution à la prospérité du Québec. En vertu du paragraphe 8 de l'article 4 de la *Loi sur le ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion* (RLRQ, chapitre M-16.1), il a également la responsabilité de « susciter et coordonner l'engagement des ministères et organismes ainsi que des autres acteurs concernés de la société, notamment des municipalités, afin d'édifier des collectivités plus inclusives contribuant à l'établissement durable en région des personnes immigrantes ».

Ainsi, en accompagnant les personnes immigrantes tout au long de leur parcours d'intégration et en appuyant les collectivités, le MIFI propose une approche globale de la régionalisation qui a pour objectif d'augmenter la contribution des personnes immigrantes à la vitalité et à la prospérité des régions.

À cette fin, le MIFI met à profit l'expertise de son réseau régional composé actuellement de 74 antennes, incluant 9 directions régionales, réparties dans l'ensemble des régions du Québec. Cette nouvelle structure a permis au MIFI d'assurer la concertation avec les différents partenaires gouvernementaux engagés dans l'accueil, l'établissement et la pleine participation des personnes immigrantes. Le MIFI s'appuie donc plus que jamais sur les connaissances que les municipalités et les autres acteurs locaux et régionaux ont des milieux pour améliorer l'intégration des personnes immigrantes.

En réponse aux priorités de l'ensemble des régions, le MIFI présente un bouquet de mesures regroupées au sein de trois priorités générales (A, B et C).

Priorité générale A : Attraction, rétention et développement de la main-d'œuvre immigrante.

Pour y répondre, le MIFI prévoit :

- **Mesure A.1.** Inviter en priorité des personnes ayant déclaré leur intérêt à immigrer au Québec et qui possèdent une offre d'emploi permanent validée à présenter leur demande de sélection permanente afin de favoriser l'arrimage entre la sélection de personnes immigrantes et les besoins de main-d'œuvre des régions du Québec;
- **Mesure A.2.** Continuer le développement d'une plateforme intégrée pour les services aux entreprises afin de répondre à leurs besoins de main-d'œuvre immigrante temporaire ou permanente :
 - Déploiement de l'interface dédiée aux entreprises du Portail employeurs;
 - Consolider dans la plateforme « Service intégré aux entreprises » l'ensemble des outils et processus pour accompagner les entreprises.
- **Mesure A.3.** Accompagner des entreprises afin de favoriser l'embauche de personnes immigrantes et le recrutement de main-d'œuvre à l'international. Les directions régionales accompagnent les entreprises en synergie avec les partenaires locaux et les conseillères et conseillers en recrutement international du Ministère accompagnent les entreprises dans leurs démarches pour recruter des travailleuses étrangères et des travailleurs étrangers temporaires dans le cadre des activités de recrutement menées par le Ministère et ses partenaires non gouvernementaux;

- **Mesure A.4.** Soutenir un réseau d'organismes situés à Montréal (coordonné par l'organisme PROMIS) et en région afin de promouvoir l'établissement en région et faire connaître les besoins régionaux de main-d'œuvre auprès des personnes immigrantes et des minorités ethnoculturelles établies à Montréal.

Priorité générale B : Intégration des personnes immigrantes et des minorités ethnoculturelles.

Pour y répondre, le MIFI prévoit :

- **Mesure B.1.** Dans le cadre du Programme d'accompagnement et de soutien à l'intégration :
 - Soutenir les organismes qui œuvrent auprès des personnes immigrantes ou issues de la diversité;
 - Financer des activités de rapprochement interculturel favorisant le dialogue, le réseautage et un enrichissement collectif (jumelages interculturels, activités d'échanges, etc.).
- **Mesure B.2.** Faire en sorte que les personnes immigrantes aient les outils nécessaires pour réussir leur installation et leur intégration dans les communautés par le biais du service Accompagnement Québec;
- **Mesure B.3.** Offrir des cours de français à distance pour les personnes immigrantes installées en région :
 - Établir un mécanisme qui permet une demande de cours spontanée et une inscription électronique à distance;
 - Créer des classes multisites, dont les élèves proviendront de différentes régions alors que le personnel enseignant travaillera à partir d'un centre urbain. Des formules entièrement virtuelles ou hybrides seront créées selon les besoins;
 - Créer un cours de français en ligne de stade débutant.
- **Mesure B.4.** Délivrer des attestations d'apprentissage des valeurs démocratiques et des valeurs québécoises exprimées par la *Charte des droits et libertés de la personne*.

Priorité générale C : Décentralisation, régionalisation, délégation et développement de communautés inclusives.

Pour y répondre, le MIFI prévoit :

- **Mesure C.1.** Déploiement régional :
 - Déployer une offre de services de qualité sur l'ensemble du territoire québécois afin d'agir sur l'intégration et la rétention des personnes immigrantes;
 - Soutenir les organismes qui œuvrent auprès des personnes immigrantes ou issues de la diversité;
 - Favoriser une meilleure concertation des acteurs du milieu;
 - Mettre en œuvre des comités opérationnels régionaux avec les organismes offrant des services d'installation et d'intégration aux personnes immigrantes.
- **Mesure C.2.** Élaborer et mettre en œuvre des plans d'action régionaux en matière d'immigration, de participation et d'inclusion de personnes immigrantes et des minorités ethnoculturelles :
 - Consulter des acteurs du milieu pour alimenter les plans d'action régionaux en faisant ressortir les besoins, attentes et bonnes pratiques, notamment en matière d'attraction, d'intégration et de développement de milieux inclusifs;
 - Publier des portraits statistiques régionaux.

- **Mesure C.3.** Programme d'appui aux collectivités :
 - Développer des partenariats avec les MRC et les municipalités locales des régions pour les appuyer dans leurs travaux visant à édifier des milieux de vie accueillants pour les personnes immigrantes ou issues des minorités ethnoculturelles;
 - S'assurer que les besoins des personnes immigrantes en territoires ruraux soient pris en compte par les différentes parties prenantes des milieux de vie, en suscitant la concertation sur ces questions dans l'ensemble des MRC;
 - Accompagner les organismes dans la création d'outils ainsi que la tenue d'activités de sensibilisation pour, d'une part, prévenir et lutter contre le racisme et la discrimination et, d'autre part, contrer les préjugés et réduire la méconnaissance face à la population immigrante au sein de la communauté d'accueil.
- **Mesure C.4.** Soutenir le fonctionnement d'organismes qui œuvrent principalement dans les champs de mission du Ministère à l'aide du programme Soutien à la mission.

Les réponses particulières aux priorités du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

Priorité 1

Renverser la tendance démographique.

- Établir systématiquement des liens avec les étudiantes internationales et les étudiants internationaux. Les informer sur les démarches d'immigration permanente dans la région ainsi que sur les atouts de la région (avant et après leur arrivée);
- Les éléments de réponse des **priorités générales A, B et C** du MIFI s'appliquent à cette priorité.

Priorité 3

Consolider et diversifier l'économie.

- Faciliter les arrimages entre les projections prévisionnelles de ressources humaines et les missions de recrutement internationales, notamment par l'entremise de l'offre de services aux entreprises et du Portail employeurs;
- Les éléments de réponse de la **priorité générale A** du MIFI s'appliquent à cette priorité.

Priorité 5

Créer un milieu de vie enrichissant et accueillant.

- Inviter la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine à déposer un projet dans le cadre du Programme d'appui aux collectivités;
- Amorcer un partenariat avec un organisme spécialisé dans l'accueil et l'intégration des personnes immigrantes;
- Les éléments de réponse des **priorités générales B et C** du MIFI s'appliquent à cette priorité.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES ET DE L'HABITATION

L'offre de service

Le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) a pour mission de soutenir, dans l'intérêt des citoyens, l'administration municipale, l'habitation ainsi que l'aménagement, le développement et l'occupation durables du territoire.

Diverses politiques, stratégies et mesures axées sur la responsabilité et l'autonomie municipales sont mises en œuvre en collaboration avec les partenaires du Ministère. Elles soutiennent l'OVT dans plusieurs domaines d'activité.

L'offre globale de service du MAMH se décline en trois axes majeurs d'intervention : la concertation régionale et interministérielle, les outils financiers et le soutien technique aux municipalités.

En matière de concertation régionale et interministérielle, est instituée dans chaque région du Québec une conférence administrative régionale (CAR), qui constitue en quelque sorte l'assise de la concertation interministérielle régionale. Chaque CAR est présidée par un représentant du MAMH¹ et les membres sont issus des ministères et organismes interpellés par la Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires. De plus, à l'échelle nationale, le MAMH préside de la Table gouvernementale aux affaires territoriales, composée de sous-ministres adjoints ou de dirigeants des ministères et organismes assujettis à la *Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires* (RLRQ, chapitre O-1.3). La Table assure notamment un suivi mobilisateur de la mise en œuvre de la Stratégie.

En matière de développement local et régional, l'appui financier du Ministère se réalise principalement par le Fonds régions et ruralité et le Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole.

Le MAMH met également à la disposition des municipalités du Québec d'autres leviers financiers en matière d'infrastructures municipales. D'autres programmes d'aide financière sont quant à eux consacrés à l'adaptation aux changements climatiques et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre tels que le Programme de soutien à l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques à la planification municipale et le Programme de résilience et d'adaptation face aux inondations.

Enfin, le MAMH apporte un soutien spécialisé au milieu municipal, notamment dans les domaines de l'aménagement du territoire, de la coopération intermunicipale, de la participation citoyenne et du développement local et régional.

Les réponses particulières aux priorités du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

Priorité 1

Renverser la tendance démographique.

- Développer un mécanisme de liaison entre le comité de la CAR des Îles-de-la-Madeleine et le comité de la Stratégie d'attraction des personnes des Îles-de-la-Madeleine.

¹ À l'exception de la région de la Capitale-Nationale, où c'est le Secrétariat à la Capitale-Nationale qui assume cette responsabilité.

Priorité 4

Pratiquer une gestion durable du territoire et de ses richesses dans le respect de la culture locale et des principes de développement durable.

- Assurer la coordination du comité sur l'érosion des Îles-de-la-Madeleine;
- Accompagner la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine dans la mise en place d'un parc régional sur le territoire des Îles-de-la-Madeleine;
- Élaborer et mettre en place l'application Vers la municipalité durable 2030, qui consiste à outiller les organismes municipaux en matière de développement durable.

MINISTÈRE DES FORÊTS, DE LA FAUNE ET DES PARCS

L'offre de service

Le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) a pour mission d'assurer, dans une perspective de gestion durable, la conservation et la mise en valeur des forêts, de la faune et des parcs nationaux pour contribuer à la prospérité et à la qualité de la vie des Québécoises et des Québécois.

Plus précisément, le Ministère a notamment pour mandat :

- d'assurer une gestion durable des forêts publiques;
- de réaliser la planification forestière des forêts publiques, avec la collaboration et la participation des partenaires et des citoyens;
- d'assurer l'accès à la ressource forestière par l'attribution des droits, la délivrance de permis et la vente des bois aux enchères;
- d'optimiser l'attribution des bois en provenance de la forêt publique;
- de favoriser la mise en valeur des forêts privées;
- de protéger les ressources forestières contre le feu, les insectes et les maladies;
- de déterminer, de réviser et de modifier, par l'entremise du Forestier en chef, les possibilités forestières pour les unités d'aménagement en tenant compte, notamment, des objectifs régionaux et locaux propres à l'aménagement durable des forêts;
- de favoriser la croissance et le développement de l'industrie des produits forestiers et fauniques;
- d'assurer la protection, la conservation et la mise en valeur de la faune et de ses habitats;
- d'acquérir les connaissances requises pour soutenir la gestion durable des ressources dans chacun des domaines d'activité, y compris la recherche forestière, les changements climatiques et la recherche appliquée en matière de gestion faunique;
- de gérer les droits et les permis de pêche, de chasse et de piégeage;
- de protéger la faune et ses habitats;
- d'assurer la création, le développement et la gestion durable d'un réseau de parcs nationaux.

Afin de mener à bien ses mandats, le MFFP s'est doté d'une structure décentralisée composée de 11 directions régionales pour chacun des domaines d'affaires que sont la forêt et la faune. Cette structure compose le Secteur des opérations régionales.

Le MFFP exerce ses mandats en privilégiant une approche axée sur le partenariat avec les communautés locales et autochtones. Cette approche lui permet d'acquérir une connaissance approfondie du Québec et de ses régions, ce qui en fait un intervenant économique de premier plan dans la planification, la mise en valeur et l'utilisation efficiente des ressources forestières et fauniques.

Les réponses particulières aux priorités du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

Priorité 4

Pratiquer une gestion durable du territoire et de ses richesses dans le respect de la culture locale et des principes de développement durable.

- Soutenir la mise en œuvre d'actions visant la mise en valeur et la protection des ressources fauniques et forestières sur le territoire des Îles-de-la-Madeleine.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS

L'offre de service

La mission du ministère des Transports est d'assurer, sur tout le territoire, la mobilité durable des personnes et des marchandises par des systèmes de transport efficaces et sécuritaires qui contribuent au développement du Québec. La mobilité représente la capacité et le potentiel des personnes et des biens à se déplacer ou à être transportés. Elle constitue le fondement des échanges sociaux, économiques et culturels des individus, des entreprises et des sociétés.

Le Ministère offre des services majeurs pour la vitalité et l'occupation des territoires qui se concrétisent notamment par les activités suivantes :

- La planification, la conception et la réalisation de travaux de construction, d'amélioration, de réfection, d'entretien et d'exploitation du réseau routier et des autres infrastructures de transport qui relèvent de sa responsabilité;
- Le soutien technique et financier aux municipalités relativement à l'entretien, à la réfection et à l'amélioration du réseau routier local et des passages à niveau;
- Le soutien à l'électrification des transports;
- Le soutien aux systèmes de transport des personnes, notamment afin de maintenir et d'améliorer la qualité des services et des équipements de transport collectif, alternatif et actif, du transport adapté aux personnes à mobilité réduite, des nouvelles mobilités et du transport maritime et aérien desservant les régions éloignées et isolées;
- Le soutien au transport des marchandises favorisant la complémentarité et l'utilisation optimale des modes de transport routier, ferroviaire, aérien et maritime;
- L'offre, aux citoyennes et aux citoyens de toutes les régions, de renseignements qui facilitent les déplacements, notamment grâce au service Québec 511;
- La gestion et l'exploitation d'une flotte diversifiée d'aéronefs qu'il met à la disposition de certains ministères et organismes afin de les appuyer dans l'accomplissement de leurs missions.

Les réponses particulières aux priorités du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

Priorité 2

Assurer des liens de transport et de communication efficaces entre l'archipel et le continent.

- Soutenir financièrement le transporteur aérien de l'archipel afin de maintenir une desserte aérienne de qualité à la suite de la pandémie de COVID-19 et de la suspension des vols d'un transporteur aux Îles-de-la-Madeleine;
- Soutenir la mise en place d'une prestation de desserte maritime optimale et pérenne pour la population des Îles-de-la-Madeleine afin d'assurer la mobilité des personnes et des biens.

Priorité 4

Pratiquer une gestion durable du territoire et de ses richesses dans le respect de la culture locale et des principes de développement durable.

- Effectuer des interventions à Pointe-aux-Loups (route 199) pour protéger le secteur contre les répercussions de l'érosion;
- Effectuer des interventions dans le secteur de La Martinique pour le protéger contre les répercussions de l'érosion;
- Effectuer des interventions à la traverse du détroit entre l'île de Havre-aux-Maisons et la Dune-du-Nord pour la protéger contre les répercussions de l'érosion;
- Effectuer des interventions à Grosse-Île pour protéger le secteur contre les répercussions de l'érosion.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

- Secrétariat aux affaires autochtones
- Secrétariat à la jeunesse
- Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise

L'offre de service

Le ministère du Conseil exécutif (MCE) exerce des fonctions particulières et stratégiques pour ce qui est de la gouvernance de l'État. Il a pour principale responsabilité de soutenir la prise de décision des instances gouvernementales. Il assure, à ce titre, les tâches d'analyse, de conseil et de coordination auprès du premier ministre et du Conseil des ministres. Il est également responsable de certains mandats confiés par le gouvernement et il coordonne la communication gouvernementale.

Le Ministère accorde une place importante à l'occupation et à la vitalité des régions dans l'exercice de ses fonctions et par le rôle même qu'il joue au sein de l'administration publique. Compte tenu de sa mission, il agit avant tout comme coordonnateur de l'action gouvernementale. En concertation avec ses partenaires régionaux, il concourt particulièrement aux priorités régionales en matière de jeunesse et d'affaires autochtones, ainsi qu'aux besoins soulevés par les communautés québécoises d'expression anglaise.

Pour répondre aux priorités régionales, le Ministère s'appuie notamment sur les engagements suivants :

Plan d'action jeunesse 2021-2024

Le Plan d'action jeunesse (PAJ) 2021-2024, sous la responsabilité du Secrétariat à la jeunesse, est le deuxième plan qui découle de la Politique jeunesse, lancée en 2016. Celle-ci représente le cadre de référence qui guide l'action gouvernementale en matière de jeunesse, jusqu'en 2030, afin d'assurer une continuité dans les interventions et des effets plus structurants sur le long terme.

Le PAJ a pour objectif d'accompagner les jeunes de 15 à 29 ans dans leur parcours vers l'autonomie en leur offrant des milieux stimulants, sains et sécuritaires et en les soutenant dans leurs apprentissages et leur projet de vie. Il est le reflet d'un vaste exercice de consultation dans plusieurs régions du Québec et de travaux d'analyse, réalisés depuis l'automne 2019.

Programme d'appui aux organismes qui desservent les communautés d'expression anglaise – Renforcer la vitalité des communautés

Sous la responsabilité du Secrétariat aux relations avec les Québécois d'expression anglaise, le programme de financement Renforcer la vitalité des communautés a été bonifié de 6,1 millions de dollars pour la période 2020-2025. Ce montant s'ajoute aux 24,5 millions de dollars accordés pour la période 2017-2023, ce qui porte l'investissement total à 30,6 millions de dollars depuis la création du programme.

Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022

Avec le Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022, sous la coordination du Secrétariat aux affaires autochtones, le gouvernement accorde une attention prioritaire aux besoins des Autochtones. Ce plan constitue un instrument distinct qui regroupe

l'ensemble des mesures déployées par le gouvernement auprès des Premières Nations et des Inuits en matière de développement social et culturel. Plus particulièrement, il priorise les initiatives qui visent à améliorer les services, à promouvoir les cultures et les langues autochtones, à développer le pouvoir d'agir des individus et des collectivités ainsi qu'à favoriser la concertation et la recherche. Le Ministère agit en complémentarité des autres ministères et organismes concernés dans la mise en œuvre de ce plan.

Les réponses particulières aux priorités du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

Priorité 1

Renverser la tendance démographique.

- Soutenir financièrement les activités de l'organisme Place aux jeunes en région afin d'augmenter le nombre de jeunes diplômés ou qualifiés qui souhaitent trouver un emploi et s'établir aux Îles-de-la-Madeleine.

Autres actions contribuant à l'OVT

Par ailleurs, le MCE a identifié trois mesures pour l'ensemble des régions du Québec :

- Par l'entremise du programme Québec Volontaire, des Offices jeunesse internationaux du Québec, soutenir financièrement la mobilité des jeunes et offrir des occasions à celles et ceux qui souhaitent s'impliquer dans un projet d'utilité collective afin de se familiariser avec les notions de solidarité, de collaboration et d'engagement citoyen au bénéfice d'une communauté, et ce, partout au Québec;
- Soutenir financièrement la réalisation du projet Cartographie des institutions afin de mesurer les connaissances et les services des organismes québécois d'expression anglaise ainsi que leurs relations avec la société francophone;
- Soutenir financièrement le développement d'initiatives dans l'ensemble du Québec pour susciter le sentiment d'appartenance des Québécoises et des Québécois d'expression anglaise, dont les jeunes, les aînés ainsi que les personnes issues des minorités visibles et ethniques.

MINISTÈRE DU TOURISME

L'offre de service

Le ministère du Tourisme (MTO) a pour mission de soutenir le développement et la promotion du tourisme au Québec en favorisant la concertation et le partenariat des intervenants qui y sont associés dans une perspective de développement durable et de prospérité économique pour l'ensemble des régions. À cette fin, il :

- fait la promotion du Québec comme destination touristique, en plus de favoriser le développement et la commercialisation des produits et des expériences touristiques du Québec;
- élabore et met en œuvre, le cas échéant et en collaboration avec les intervenants publics et privés concernés, des stratégies de développement et des programmes d'aide;
- favorise la consolidation et la diversification de l'offre touristique;
- soutient l'amélioration de la qualité des produits et des services touristiques;
- assure et encadre les services à la clientèle touristique en matière d'accueil, de renseignements et de réservations touristiques;
- assure le développement et la gestion d'infrastructures touristiques;
- favorise l'accès aux territoires, aux produits et aux services à toutes les clientèles;
- participe, avec les ministères concernés et dans le cadre de la politique d'affaires intergouvernementales canadiennes et d'affaires internationales, à l'élaboration des relations et à la mise en œuvre d'ententes et de programmes de coopération avec l'extérieur dans les secteurs où les échanges favorisent l'exportation de l'expertise touristique du Québec et le développement touristique du Québec;
- conseille le gouvernement, les ministères et organismes et, le cas échéant, leur fait des recommandations;
- oriente, planifie et coordonne le développement des connaissances stratégiques en matière de tourisme.

Pour réaliser sa mission et promouvoir efficacement ses programmes et services, le MTO travaille en étroite collaboration avec les 22 associations touristiques régionales réparties sur l'ensemble du territoire du Québec.

Le MTO offre divers programmes d'aide dont les ententes de partenariat régional en tourisme, qui visent la concertation des investissements de l'industrie touristique en fonction des priorités régionales ainsi que le renforcement de la synergie de tous les partenaires régionaux.

Les réponses particulières aux priorités du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

Priorité 3

Consolider et diversifier l'économie.

- Le MTO reconnaît l'importance du tourisme pour l'économie insulaire des Îles-de-la-Madeleine. Un appui au développement de projets majeurs ou de diversification sera mis de l'avant. Les projets qui stimulent l'investissement privé et l'économie des régions seront valorisés, de même que ceux qui soutiennent le développement d'une offre quatre saisons et la compétitivité de la destination sur les scènes intraQuébec et hors Québec;
- À travers son Plan d'action pour un tourisme responsable et durable, le MTO stimulera et soutiendra l'adoption de pratiques novatrices et durables par les entreprises et les autres intervenants clés du secteur touristique de façon à accélérer la transition vers un tourisme responsable et durable.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

L'offre de service

Le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale contribue au développement social et à la prospérité économique du Québec en :

- favorisant l'équilibre entre l'offre et la demande de main-d'œuvre;
- favorisant l'atteinte de conditions de travail satisfaisantes et de relations du travail harmonieuses;
- privilégiant l'inclusion économique et sociale des personnes les plus vulnérables;
- soutenant l'action communautaire et l'action bénévole;
- simplifiant l'accès aux services gouvernementaux et aux registres de l'État.

Le Ministère sert une clientèle variée qui comprend des personnes, des familles, des syndicats, des entreprises et des organismes communautaires ainsi que des ministères et organismes gouvernementaux. Il offre des services à toute la population, principalement en ce qui a trait à la main-d'œuvre, à l'emploi, au travail, à l'assistance sociale et à l'action communautaire.

Le Ministère interagit avec différents partenaires, dont des comités consultatifs; leur contribution est capitale pour assurer le développement économique et social du Québec et pour favoriser le dialogue social. Dans le cadre du déploiement de Services Québec, le Ministère s'associe également à plusieurs ministères et organismes gouvernementaux, entre autres pour simplifier l'accès aux services, en assurer la continuité et en améliorer l'efficacité.

Services Québec est la porte d'entrée des services gouvernementaux pour les citoyennes et les citoyens et les entreprises sur tout le territoire du Québec. Par l'entremise des 17 directions régionales de Services Québec, le Ministère assure les services directs à la population, notamment grâce à son réseau de bureaux répartis dans l'ensemble du territoire, à ses centres d'appels et aux sites Internet Québec.ca et Entreprises Québec ainsi que l'espace sécurisé Zone entreprise. On compte actuellement un total de 163 bureaux répartis dans l'ensemble des régions du Québec.

Les directions régionales de Services Québec concluent ou participent à des ententes sectorielles visant à soutenir des projets qui répondent aux priorités régionales en lien avec la mission du Ministère. Elles prennent aussi des ententes de services avec une diversité de partenaires, par exemple des organismes communautaires œuvrant auprès des nouveaux arrivants, des organismes spécialisés en développement de l'employabilité, des établissements d'enseignement, des centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux, des municipalités, etc.

Les réponses particulières aux priorités du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

Priorité 3

Consolider et diversifier l'économie.

- Collaborer à la Stratégie d'attraction des personnes aux Îles en participant aux travaux de réflexion, à la mise en œuvre et au financement de la Stratégie;
- Former les entreprises sur les meilleures pratiques en matière de gestion des ressources humaines pour favoriser leur attractivité et la rétention de la main-d'œuvre, en collaboration avec les membres de la Table de concertation en ressources humaines des Îles.

SOCIÉTÉ DES ÉTABLISSEMENTS DE PLEIN AIR DU QUÉBEC

L'offre de service

Depuis plus de 35 ans, la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) a le privilège d'administrer, d'exploiter et de mettre en valeur les territoires et les actifs publics qui lui sont confiés par le gouvernement du Québec. Par l'entremise de ses 46 établissements décentralisés, l'organisation propose le plus grand réseau de plein air du Québec. La variété de l'offre touristique de la Sépaq et la répartition de ses territoires et actifs publics permettent de dynamiser et d'outiller plusieurs régions administratives dans leur développement et leur prospérité.

Par la nature même de ses activités, la Sépaq est fortement présente dans les régions du Québec. En effet, c'est là où la Sépaq met à la disposition de ses clientèles des territoires immenses et contrastés et qu'elle offre des activités et des services touristiques diversifiés.

Les réponses particulières aux priorités du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

La Sépaq ne compte aucun établissement sur le territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine.

SOCIÉTÉ DES TRAVERSIERS DU QUÉBEC

L'offre de service

À titre de société d'État, la Société des traversiers du Québec (STQ) fournit des services essentiels à plusieurs citoyens du Québec : elle favorise le désenclavement des populations insulaires, permet le lien entre les tronçons d'une même route nationale et offre des services de traversiers interrégionaux et de transport public urbain. Au moyen des liaisons maritimes qu'elle assure, la STQ se révèle ainsi un moteur de développement économique, social et touristique pour plusieurs régions du Québec.

Accessible uniquement par voie maritime, l'île d'Entrée est la seule île habitée non reliée à l'archipel des Îles-de-la-Madeleine. Avec le NM Ivan-Quinn, d'une capacité de 45 passagers et de 2 véhicules, l'exploitation du navire est assurée par un tiers. La distance de la traversée est de 20 kilomètres et la durée est de 60 minutes.

Les réponses particulières aux priorités du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

Priorité 2

Assurer des liens de transport et de communication efficaces entre l'archipel et le continent.

- Assurer le service de désenclavement de l'île d'Entrée à Cap-aux-Meules avec son navire par le biais d'un prestataire de service et par la mise en place de modes de transport aérien ou maritime complémentaires avec d'autres partenaires locaux lorsque nécessaire;
- Nouvelle entente pour la desserte maritime des Îles-de-la-Madeleine.

SOCIÉTÉ D'HABITATION DU QUÉBEC

L'offre de service

La Société d'habitation du Québec (SHQ) a pour mission de répondre aux besoins en habitation des citoyens du Québec par une approche intégrée et durable.

Les actions de la SHQ couvrent de multiples dimensions – sociale, économique, technique, territoriale et environnementale – en constante interaction. Elles touchent les ménages, le parc immobilier, l'organisation spatiale des collectivités, le développement de l'habitat et les différents acteurs du milieu de l'habitation. L'intervention de la SHQ s'appuie sur une diversité de moyens pour assurer une réponse adéquate aux besoins de plus en plus variés des citoyens et prendre en compte les enjeux spécifiques liés à l'occupation et à la vitalité des territoires, entre autres par son éventail de programmes.

Le modèle actuel de prestation de services aux citoyens de la SHQ s'appuie sur un réseau bien établi de mandataires déployé sur l'ensemble du territoire québécois. Les mandataires offrent les services de proximité aux citoyens avec le soutien et l'encadrement de la SHQ, tant sur le plan financier que de l'expertise. Ils sont liés par des ententes de gestion ou par la *Loi sur la Société d'habitation du Québec* (RLRQ, chapitre S-8). Les villes et les MRC sont également des partenaires dans les programmes d'amélioration de l'habitat.

Les réponses particulières aux priorités du territoire de la Communauté maritime des Îles-de-la-Madeleine

Priorité 5

Créer un milieu de vie enrichissant et accueillant.

- Contribuer à répondre aux besoins de la population par l'entremise des programmes de la SHQ, par exemple ACL. Plus particulièrement, les volets I et II de ce programme permettent la construction de logements pour personnes âgées autonomes ou en légère perte d'autonomie ayant des revenus faibles ou modestes;
- La SHQ entend également suivre de près la réalisation du projet de reconstruction de 17 logements sociaux faisant suite à un incendie survenu en 2018 (Maison Marc-Azade-Boudreau) auxquels s'ajouteront trois autres logements abordables dont elle assume une partie importante du financement.

Autres actions contribuant à l'OVT

La SHQ présente également deux mesures qui s'appliquent à l'ensemble des régions du Québec :

- La SHQ entend participer, sur invitation, aux conférences administratives régionales pour y entendre les différents besoins émanant des milieux concernés en matière d'habitation et participer de manière commune à la recherche de solutions;
- La SHQ entend organiser, à l'intention d'instances régionales pertinentes (ex. : conférences administratives régionales), un webinaire afin de présenter l'éventail des programmes dont elle a la responsabilité ainsi que la façon dont elle intervient au bénéfice des citoyens, plus particulièrement auprès des ménages dans le besoin.

PROJET DE RÉGIONALISATION DE 5 000 POSTES DU SECTEUR PUBLIC

Le gouvernement a annoncé en octobre 2018 son intention de régionaliser 5 000 postes du secteur public sur un horizon de 10 ans. En plus de contribuer à l'occupation et à la vitalité des territoires, ce projet permettra en outre d'améliorer la prestation de services à la population et de déployer une expertise régionale sur les enjeux locaux.

Tenant compte de son rôle au regard de la gestion des ressources humaines au sein de l'administration publique, c'est le Secrétariat du Conseil du trésor qui a été identifié comme étant responsable de ce chantier.

Concrètement, le Plan gouvernemental de régionalisation de 5 000 emplois de l'administration publique (PGR) propose une nouvelle vision de la régionalisation des emplois. La relocalisation complète ou partielle d'équipes, ainsi que la création ou le transfert d'emplois individuels dont la mission et les services à la population répondent aux besoins des régions constituent la pierre d'assise du projet.

Dans le cadre du PGR, l'administration publique désigne un bassin de 55 organisations de l'administration publique qui a été identifié, sur la base des éléments suivants : masse critique d'employés, présence en région, mission de l'organisation et potentiel de régionalisation. Parmi ces organisations figurent 40 ministères et organismes assujettis à la *Loi sur la fonction publique* (RLRQ, chapitre F-3.1.1) et 15 organismes de l'administration publique non assujettis.

Des actions mettant l'accent sur l'attractivité des régions du Québec, pour les employés actuels et futurs, sont envisagées. De plus, en collaboration avec les acteurs locaux, une campagne promotionnelle pour présenter les régions sous un angle inédit sera déployée. À cet effet, les organisations de l'administration publique seront mises à contribution pour faire valoir les avantages d'occuper un emploi dans la fonction publique en région.

CONCLUSION

Les ministères et organismes ont donc proposé, dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires 2018-2022, un large éventail de mesures au bénéfice des régions du Québec. En répondant ainsi aux priorités régionales, ils adaptent leurs interventions en fonction des particularités des régions.

De plus, en complément de ces actions, les ministères et organismes mettent à la disposition des régions une panoplie de programmes d'aide financière. À ce titre, notons le Fonds régions et ruralité, dont l'un des volets est voué au soutien de projets choisis et priorisés par des comités régionaux de sélection, et ce, conformément aux priorités régionales qui figurent dans la Stratégie.

Par ailleurs, comme le précise la *Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires* (RLRQ, chapitre O-1.3), les ministères et organismes auront à faire le point sur les actions prévues et entreprises en matière d'occupation et de vitalité des territoires dans leur rapport annuel de gestion.

Finalement, un bilan de la mise en œuvre de l'occupation et de la vitalité des territoires sera publié chaque année. Il rassemblera l'information provenant de diverses sources telles que les rapports annuels de gestion des ministères et organismes, les CAR, les indicateurs et toute étude complémentaire menée en matière d'occupation et de vitalité des territoires.



**Affaires municipales
et Habitation**

Québec

